



## **Questions des membres de CIVICUS, adressées au Président du Conseil de sécurité pour juillet**

*Juillet 2018*

Nous sommes ravis de la réponse chaleureuse à notre **premier appel ouvert aux membres de CIVICUS à soumettre des questions au président du Conseil de sécurité de l'ONU**. Au total, nous avons reçu des questions de 24 membres sur le travail du Conseil dans des pays comme le Bangladesh / Myanmar, le Burundi, le Cameroun, la Colombie, la République démocratique du Congo, Israël, le Malawi, le Nigeria, la Palestine et la Syrie, ainsi que la situation des réfugiés en Europe.

CIVICUS NY a posé des questions au nom de 3 membres liés à la situation au Burundi et à la situation à Gaza. Vous pouvez [regarder la vidéo du briefing ici](#) (anglais). Les questions des membres de CIVICUS et les réponses d'Olof Skoog, représentant permanent de la Suède auprès des Nations Unies, sont présentées ci-dessous. Nous souhaitons également remercier la Fédération mondiale des Nations Unies pour l'organisation de cette réunion d'information mensuelle.

### **Question 1 - Au nom de la jeune militante libanaise Nouhad Awwad, fondatrice de Nature's Advocate et ambassadrice du réseau de développement durable de la jeunesse arabe @Awwad\_Nouhad (Lu par Lyndal Rowlands, bureau de CIVICUS NY)**

« Comment le Conseil de sécurité de l'ONU prévoit-il de protéger les civils en Palestine et en particulier à Gaza contre les attaques de l'armée israélienne? Le mois dernier a été particulièrement dévastateur. En outre, comment le Conseil envisage-t-il de soutenir l'enquête du Conseil des droits de l'homme sur les attaques meurtrières sur les manifestants de Gaza par les forces israéliennes? »

#### **Réponse:**

« Nous partageons l'inquiétude sur la situation à Gaza et je suis sûr que vous avez entendu notre opposition à la violence et au recours à la force contre des civils innocents. Encore une fois, nous continuerons à faire cela. Nous essayerons également de travailler avec l'envoyé spécial, M. Mladenov, qui a présenté quelques réflexions sur la manière dont nous pouvons désamorcer la situation dans ce pays. Nous voulons que le Conseil de sécurité y apporte son soutien et je pense qu'il y a aussi des choses qui peuvent être faites en termes de secours humanitaire à Gaza, en attendant une négociation de paix qui doit inclure une amélioration de la situation à Gaza. Nous nous sommes également engagés très fermement à soutenir l'UNRWA dans son soutien aux réfugiés palestiniens non seulement à Gaza mais ailleurs. Nous sommes déçus que certains pays s'éloignent de cet engagement ; il est donc important que d'autres viennent et que ceux qui se sont engagés restent engagés. »

### **Question 2 - Au nom de deux défenseurs burundais des droits de l'homme (Lu par Mandeep Tiwana, bureau de CIVICUS NY)**

« Bien que le Burundi ne figure pas en haut de l'ordre du jour, la résolution 2248 du Conseil de sécurité adoptée en 2015 exige du gouvernement qu'il garantisse les droits de l'homme et les

libertés fondamentales, mais la situation reste grave au Burundi et l'espace civique, fermé. En fait, de nouvelles lois ont été adoptées pour restreindre davantage l'espace civique, et les défenseurs des droits de l'homme ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 32 ans de prison. Comment le Conseil s'assure-t-il que la résolution 2248 est maintenue? Que peut-il faire maintenant, dans les meilleurs délais, pour que le gouvernement burundais respecte ses engagements? »

**Réponse:**

« Burundi est à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, c'est juste qu'on ne l'a pas programmé pour ce mois-ci (programme de travail actuel) et c'est en partie parce qu'il y a une séquence sur le Burundi en août. Cette réponse est assez boiteuse pour être honnête, compte tenu de la situation que vous décrivez mais c'est malheureusement que la situation dans le monde est telle que nous devons également établir des priorités. Je ne dis pas que le Burundi n'est pas important; je dis juste que nous sommes débordés, avec des situations qui concernent les violations des droits humains et le droit international ; mais merci de nous rappeler la situation des droits de l'homme au Burundi et nous allons voir ce qu'il y a moyen de faire. »

Nous prévoyons poursuivre notre plaidoyer auprès du conseil à la fois par le biais d'appels mensuels pour que les membres posent des questions lors de ces séances d'information ainsi que par le biais d'autres opportunités tout au long de chaque mois!